

## Paix et sécurité (Chapitre 1)

# Défis sécuritaires dans la zone Sahelo-sahélienne : le challenge de la mise en adéquation et de la coordination entre réponses internationale et nationale

Youssef Tobî

Les pays du Sahel font face à des changements politiques qui affectent négativement le continent africain dans son ensemble. Ce papier, tout en traitant la question des armées et de leurs implications dans des zones de conflits, notamment au Mali, pierre d'achoppement de la région, tente d'établir le lien essentiel entre sécurité et développement. La nécessaire importance à accorder au renforcement des institutions nationales est aussi en filigrane des arguments développés.

### Introduction

Les pays du Sahel font face à des changements politiques qui affectent négativement le continent africain dans son ensemble. La région du Sahel a une longue histoire de vulnérabilité, en raison de la sécheresse, du changement climatique ainsi que des mouvements de personnes qui ont entraîné à des frontières poreuses en raison du manque de légitimité des frontières établies et de la faiblesse générale des institutions de l'État. Dans ce contexte fragile et instable, les organisations extrémistes violentes ont étendu leurs influences, ambitions, capacités de nuisance ainsi que leur portée géographique au Sahel, générant un arc d'instabilité à travers une zone d'intérêt stratégique pour les pays d'Afrique de l'Ouest et du Nord. Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), Jamaat Nusrat al-Islam wal-Muslimeen (JNIM),

Boko Haram, et, plus récemment, les affiliés de l'État Islamique : l'État Islamique au Grand Sahara (EIGS) et l'État Islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO). Ces groupes terroristes représentent une menace permanente pour la région. Face à la pression croissante des forces de sécurité françaises et régionales, leur évolution future est incertaine, mais elles ont prouvé leur capacité à s'adapter et à rebondir face aux revers précédents.

La propagation de la menace terroriste au Sahel est, non seulement une question nationale pour un pays comme le Mali mais, aussi, régionale, tant la fluidité des discours djihadistes ainsi que leur mobilité géographique permettent, aujourd'hui, une dissémination des discours et des combattants en dehors du vaste Mali vers le Burkina Faso et le Niger. Certes, la guerre contre le terrorisme se gagnera sur le terrain mais aussi dans les cœurs. Il est indispensable

d'obtenir l'adhésion des populations dans le projet de développement des Etats sahéliens. Combattre les terroristes sur le terrain et empêcher la violence sont des mesures tactiques essentielles. Stratégiquement, il s'agit de couper ces groupes de potentielles recrues désœuvrées, de terres fertiles dans les villages minés par les conflits ethniques et de créer parmi les populations le sentiment que leur destin est entre leurs mains.

Cette approche établit un lien clair entre sécurité et développement. L'idée selon laquelle les questions de sécurité relèvent fondamentalement de la sphère militaire cède la place à une nouvelle conception. L'accent, qui était autrefois mis sur la sécurité du territoire se reporte, aujourd'hui, sur la sécurité et le bien-être des populations. Les mesures prises par la communauté des bailleurs de fonds, notamment dans le cadre du G5 Sahel, ont tendu à faire converger les activités traditionnelles à l'appui du développement et de la lutte contre la pauvreté, d'une part, et les efforts de construction de la paix et de reconstruction, d'autre part. Cette notion de « stabilité structurelle » soit : la réunion d'un ensemble de conditions faisant que les individus et les communautés peuvent vivre dans un climat de liberté, de paix et de sécurité, participer pleinement à la gestion des affaires publiques, bénéficier d'une protection de leurs droits fondamentaux, satisfaire leurs besoins les plus élémentaires et vivre dans un environnement qui ne porte pas préjudice à leur santé et à leur bien-être est essentielle dans la réflexion et la mise en place d'une feuille de route réaliste s'agissant de la stabilisation du Sahel.

Ce papier, tout en traitant la question des armées et de leurs implications dans des zones de conflits, notamment au Mali, pierre d'achoppement de la région, tente d'établir le lien bien qu'évident entre sécurité et développement. La nécessaire importance à accorder au renforcement des institutions nationales est aussi en filigrane des arguments développés. A travers l'exemple du Mali, il s'agira de démontrer comment l'approche développement est essentielle dans la résolution de conflits et ne doit pas être négligée. Il s'agira, en conclusion, de proposer quelques pistes de réflexion dans le sens de la mise en place d'approche de développement tout en demeurant conscient du cadre sine qua non de l'intervention militaire sur le terrain dans une optique de pacification.

La propagation de la menace terroriste à caractère protéiforme dans la bande Sahélo-sahélienne

La montée du terrorisme et une approche plus agressive des groupes terroristes alliés à al-Qaeda et à l'Etat Islamique, normalement créés au Mali, posent aujourd'hui un grand défi aux pays voisins, surtout le Burkina Faso et le Niger. Depuis 2016, JNIM (Jamā'at nuṣrat al-islām wal-muslimīn) et EISG (Etat Islamique dans le Grand Sahara) ont étendu leur influence et présence dans les régions de Tillabéri et Tahoua au Niger, et dans les régions du Sahel, Est, Boucle du Mouhoun, Nord, et Centre-Nord au Burkina Faso. Cette montée rapide des deux groupes, surtout EISG, a mis en doute la capacité des deux pays à répondre à une telle menace.

Sur fond de conflits ethniques et de demandes sociales, les différentes milices terroristes organisent un contre-discours clair, rejetant en bloc l'intervention étrangère et la politique de l'Etat malien, jugée complaisante avec la

présence de puissances étrangères, considérées néfastes par une partie de la population. Entre temps, les Maliens, pris entre deux feux, fuient leurs maisons avec un nombre record : 140 000 personnes ont été déplacées en 2019, soit une multiplication par sept par rapport aux 12 mois précédents, a rapporté l'Observatoire des déplacements internes. D'autres n'y arrivent pas. Depuis janvier 2018, les combats armés ont tué 817 civils, contre 574 environ en 2018, sans compter les militaires, maliens et étrangers, tombés au front<sup>1</sup>.

La présence des groupes extrémistes a compliqué les relations entre différents acteurs dans les trois pays. Par exemple, dans le nord du Burkina Faso, soupçonnés de complicité avec les groupes terroristes, des villageois sont régulièrement victimes d'opérations punitives de groupes d'autodéfense<sup>57</sup>.

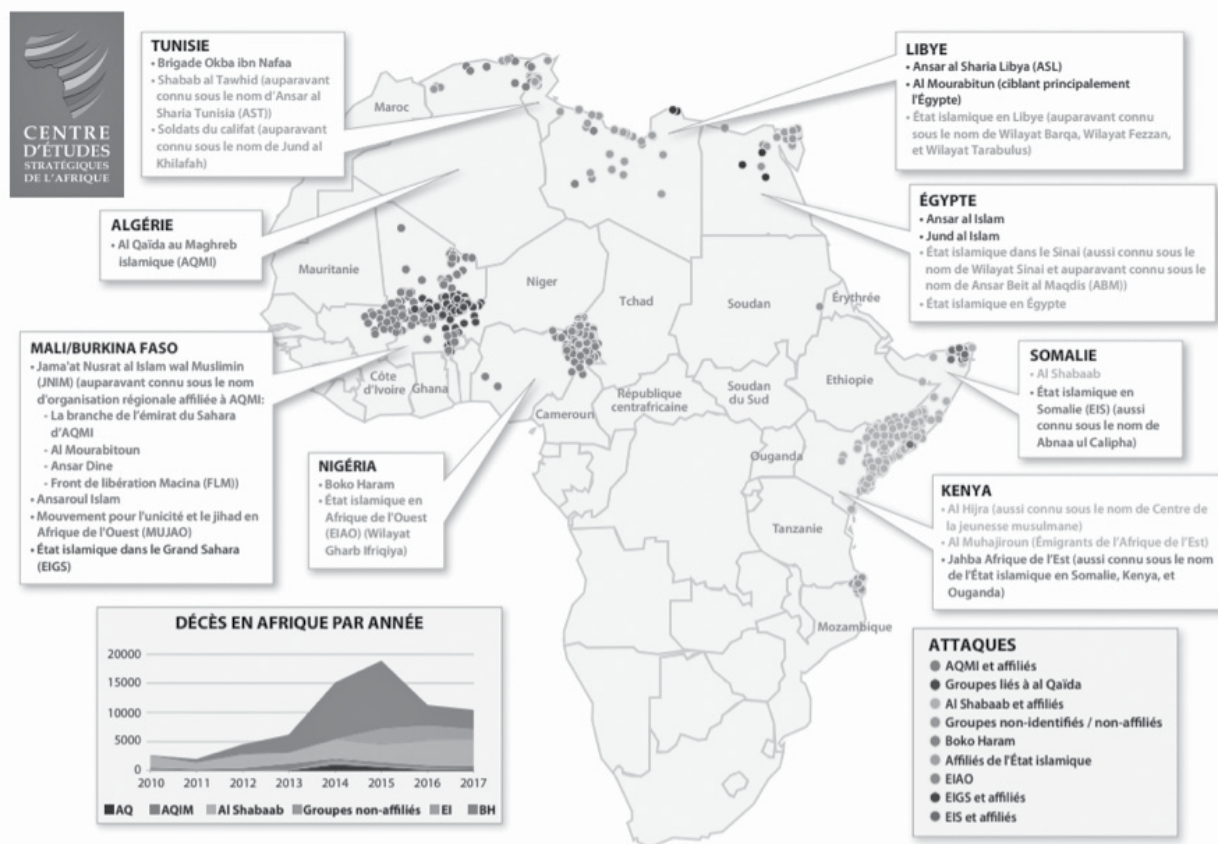
Un cycle de vengeance est un schéma qu'on observe aussi au Mali où les tensions entre Peuls et Dogon et la propagation des milices ethniques d'autodéfense exacerbent les violences et créent un engrenage difficile à désamorcer. A titre d'exemple, Dan Na Ambassagou est fondé au Mali, en 2016, après l'assassinat de Théodore Sombor, qui dirigeait, à l'époque, la société des chasseurs dogons. Il apparaît cependant au grand jour au cours de l'année 2018, dans un contexte de violences communautaires entre Peuls et Dogons.

Le groupe rassemble des chasseurs traditionnels dozos de la communauté des Dogons. Il est particulièrement actif dans la région de Mopti dans le cercle de Koro, de même qu'il est bien présent dans les cercles de Bankass, Douentza, et Bandiagara. Le président du mouvement est David Tembiné, et le chef de la branche militaire est Youssouf Toloba. Des querelles éclatent cependant au sein du groupe et, en 2018, la branche dirigée par Youssouf Toloba reconnaît un autre chef politique : le capitaine Mamadou Goudienkilé, qui est désigné comme président de la coordination nationale du mouvement. Le groupe revendique plusieurs centaines de combattants. En décembre 2018, Youssouf Toloba affirme que Dan na Amassagou compte 5 000 hommes et possède une trentaine de camps d'entraînement. Cette milice, toujours active, est aussi en conflit avec l'Etat malien et revendique régulièrement sa légitimité et son utilité auprès des populations<sup>3</sup>.

Face à l'histoire, il est important de considérer l'exemple malien comme un avertissement, une reproduction de ces schémas de violence ethnique, couplée à une dissidence véhémente envers l'Etat dans d'autres pays, comme le Burkina Faso, déjà en cours et pourraient remettre en cause les efforts déployés jusqu'à lors et créer une spirale de violence difficile à endiguer. La menace terroriste au Sahel, de par ces éléments ethniques mais aussi la géographie unique de la région, est inédite. Dans son étude autant que dans sa maîtrise sur le terrain, il est difficile d'établir des

1. The armed conflict location & event projet <https://acleddata.com/tag/mali/>
2. <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/mali/276-speaking-bad-guys-toward-dialogue-central-malis-jihadists>
3. Avant, nous étions frères, rapport Human Right Watch <https://www.hrw.org/fr/report/2018/12/07/avant-nous-etions-des-freres/exactions-commises-par-des-groupes-dautodéfense-dans>

## Groupes islamistes militants en Afrique



Mis à jour : Octobre 2018

Note : Compilé par le Centre d'études stratégique de l'Afrique, cette infographie montre les événements violents impliquant les groupes indiqués au cours de la période de 12 mois se terminant le 30 septembre 2018. Les membres des groupes indiqués ne sont qu'à des fins d'information et ne doivent pas être considérés comme des désignations officielles. En raison de la nature fluide de certains groupes, leurs membres sont susceptibles de changer.

Sources : Projet de données d'emplacement et d'événements armés ( ACLED, Daniel Byman, Centre Jane's terrorism and insurgency, Thomas Jocelyn, SITE intelligence Group, le Groupe Soufan, projet de cartographie des groupes militants de l'université de Stanford, Stratfor, consortium de recherche et d'analyse du terrorisme ( TRAC), et Aaron Y. Zelin.

précédents, tant le contexte géopolitique et les modalités des groupes djihadistes diffèrent de ce que nous avons observé dans d'autres zones de conflits où a sévi l'extrémisme violent. D'abord, cette menace s'étend sur une zone (en excluant les États du littoral d'Afrique de l'Ouest) aussi vaste que l'Europe, avec plusieurs types de terrains, montagneux, marécageux, désertiques etc. Cette multiplicité de paysages et des terrains de déploiement rend la coordination et la réponse militaire ardues là où le terrain désertique à lui seul pose de sérieux problèmes de mobilité face à des groupes qui, en plus de connaître le terrain, se déplacent en unités mobiles et peuvent se replier très rapidement.

Deuxièmement, le caractère militant des djihadistes interpelle les États de la zone et leur capacité à gérer le territoire. Dans le cas de la Katiba Macina du JNIM, au Mali, il s'agit de remettre en cause la nature laïque de l'État et d'intervenir dans la gestion des populations. Ce caractère politique de la menace djihadiste pose un défi aux États et à la communauté internationale dans la façon de les traiter. À l'heure où les États-Unis ont signé un accord avec les Talibans en Afghanistan, la question du dialogue avec les djihadistes, notamment au Mali, est dans les débats bien

qu'elle demeure encore une perspective éloignée.

Face à cette complexité et les risques d'expansion, les réponses internationales ne se sont pas fait attendre. La France, ancienne puissance coloniale dans la zone, est présente depuis des années et transforme peu à peu sa présence avec le Sommet de Pau avec l'invitation des États européens à soutenir l'effort de guerre et la sollicitation des armées et des États de la zone pour une plus grande coordination.

### I. La Transformation de la présence française : Diviser le fardeau, impliquer les acteurs locaux

À l'heure où la France fait face à une résurgence d'un sentiment anti-français au Mali et où l'armée française est mise de plus en plus sous pression, il est devenu, non seulement impératif pour Paris de revoir les modalités de son intervention et de sa présence au Mali, mais aussi pour l'État malien et ses partenaires régionaux de repenser leurs stratégies.

Face à ces enjeux, la France recherche un soutien sans

ambages de la part des présidents des Etats du G5 Sahel. En somme, le président français Emmanuel Macron cherche à légitimer la présence française, en faisant comprendre aux populations à quel point elle est importante. C'est dans ce sens que le Sommet de Pau a permis au président français de « clarifier »<sup>4</sup> sa position sur la présence des troupes françaises dans les pays du Sahel. La clarification voulue par Paris a bien eu lieu. Dans la déclaration conjointe, les présidents des pays sahéliens expriment leur « souhait de la poursuite de l'engagement militaire de la France au Sahel » et ils plaident « pour un renforcement de la présence internationale à leurs côtés ». Cette présence sera restructurée dans un nouveau cadre impliquant le G5 Sahel, la France et les autres partenaires internationaux dans une volonté de permettre une meilleure implication des forces africaines sur place. D'autre part, il s'agit aussi d'intensifier l'effort de stabilisation dans la région avec une augmentation de l'effectif des troupes françaises qui passeront de 4500 à 4720 soldats sur place et une mise en commun avec la création d'un commandement conjoint barkhane/G5 Sahel et forces européennes, rebaptisé « Task force Takouba »<sup>5</sup>.

Le président Emmanuel Macron a aussi appelé à un renforcement du soutien de l'Union européenne (UE) dans les efforts de stabilisation au Sahel. Dans sa conception, les efforts de stabilisation concernent, aussi, toute l'Europe tant les menaces sont partagées et les risques encourus communs. Dans ce sens, le Conseil européen a décidé d'accroître l'efficacité, au niveau régional, de l'action des missions de l'Union européenne relevant de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) au Sahel : EUCAP ( service européen pour l'action extérieure) Sahel Mali, EUCAP Sahel Niger et EUTM ( mission de formation de l'Union européenne au Mali ). Il a approuvé un concept d'opération civilo-militaire commun sur la régionalisation de l'action PSDC au Sahel, ce qui signifie que le processus de régionalisation va maintenant entrer dans sa seconde phase. La première phase de la régionalisation des missions PSDC au Sahel a été validée par le Conseil le 20 juin 2017. Elle a permis l'établissement d'une cellule de coordination régionale (CCR) au sein d'une des missions civiles de l'UE, à savoir l'EUCAP Sahel Mali. Cette cellule comprenait un réseau d'experts en matière de sécurité intérieure et de défense, déployés au Mali mais aussi au sein des délégations de l'Union auprès d'autres pays du G5 Sahel (Mauritanie, Burkina Faso, Niger et Tchad<sup>6</sup>).

L'autre élément stratégique complexe est le contexte de retrait possible des États-Unis de la scène internationale et leurs sollicitations envers l'Europe pour une plus grande implication. Dans le Sahel, la première puissance militaire du monde et l'allié historique de l'Europe a clairement

positionné la priorité dans l'intensification des efforts européens dans la zone et non vers une implication accrue des armées américaines : le chef du commandement américain pour l'Afrique (Africom), le général Stephen Townsend a appuyé ce point en jugeant « insuffisante et mal coordonnée. » la réponse européenne à la menace terroriste au Sahel. Le général n'a pas, pour autant, appelé à davantage de présence américaine pour contrer les groupes liés à Al-Qaïda et l'EI en Afrique de l'Ouest, où les militaires européens – les Français en particulier – sont sur le terrain. Le principal problème à l'heure actuelle, a-t-il souligné, réside dans les efforts « non coordonnés » entre les différentes forces armées impliquées dans la lutte au Sahel<sup>7</sup>.

Enfin, il est important de considérer dans cette équation le risque pour le Maghreb. L'Algérie, bien qu'elle refuse, en vertu de sa Constitution, d'intervenir hors de son sol, est un acteur clé dans la stabilisation de la zone (Accord d'Alger<sup>8</sup>, historicité de la propagation de la menace terroriste émanant du sud et des frontières algériennes avec les pays sahéliens). Si la menace doit s'intensifier, l'Algérie devra forcément revoir son positionnement stratégique vis-à-vis de la zone. Le Maroc, bien que protégé géographiquement, demeure aussi un acteur clé dans la stabilisation de la zone. Premièrement, de par son rôle proactif dans l'économie de ces Etats (le Maroc est le premier investisseur africain en Afrique de l'Ouest) et, deuxièmement, en faisant valoir sa longue expérience en matière de contre-terrorisme auprès des pays de la zone. La Libye, qui a contribué à la propagation et à l'intensification de la menace djihadiste et de l'instabilité dans la zone, sera aussi un point clé de stabilisation de la zone sahélo-sahélienne. La stabilisation de la situation en Libye ne pourra qu'avoir un impact positif sur les pays du Sahel et l'on peut avancer que cette pacification du pays est même un point essentiel pour la stabilisation de la zone in extenso.

## II. La nécessaire implication des armées locales : le renforcement des États en filigrane

Il est important de pouvoir renforcer le positionnement de l'armée malienne et des armées de la région. La coopération accrue entre le Burkina Faso et le Mali est un bon signe dans ce sens. L'approche du « drive from behind » et le retrait des premières lignes de front peuvent être risqués, mais la montée en puissance et la création d'un rapport de confiance entre les armées locales et les partenaires internationaux est un impératif. Dans ce sens, le retour de l'armée à Kidal est bon signe (l'armée n'y était pas retournée depuis 2014), en filigrane de la reprise en main de l'armée malienne de certaines zones, jusque-là peu investies par l'Etat. Il y a la recrudescence de la présence des représentants de l'Etat. En effet, le Premier ministre Boubou Cissé s'est rendu à Kidal.

4. Sommet de Pau ou Sommet de Pô : Quelles options pour la résolution du conflit au Mali ? Tobi Youssef 15 janvier 2020 <https://www.policycenter.ma/opinion/sommet-de-pau-ou-sommet-de-po-queelles-options-pour-la-resolution-du-conflit-au-mali%C2%A0#.XoxIRohKhPY>

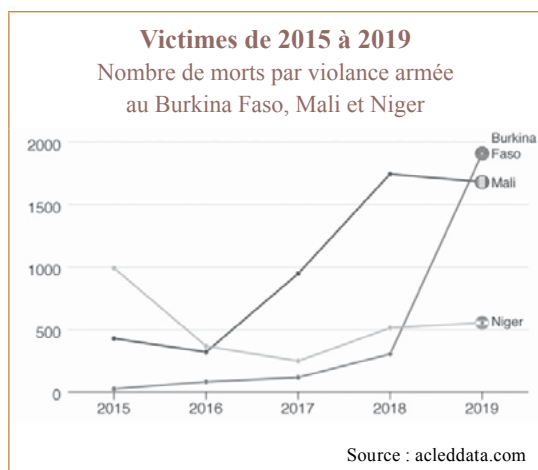
5. Ibid

6. <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2019/02/18/sahel-eu-takes-further-steps-to-better-support-the-security-of-the-region/>

7. <https://www.voaafrique.com/a/les-europ%C3%A9ens-mal-coordonn%C3%A9s-au-sahel-selon-un-g%C3%A9n%C3%A9ral-am%C3%A9ricain/5323974.html>

8. L'accord d'Alger est signé le 15 mai et 20 juin 2015 à Bamako — après des négociations menées à Alger — entre la République du Mali et la Coordination des mouvements de l'Azawad

Un geste fort du Premier ministre : la dissolution d'un barrage mis en place par la milice dogon Dan Nan Ambassagou. Cette visite<sup>9</sup> constitue un exemple d'initiatives pour la mise en place d'une légitimité de l'Etat dans ces zones. Néanmoins, les clivages demeurent forts et la présence des Etats dans des zones contrôlées par des milices ou des groupes djihadistes doit se faire progressivement et en parallèle aux actions militaires. Plus d'Etat n'est pas forcément synonyme de plus de stabilité, si la logique de confrontation est mise en place. « Les chances de vaincre la katiba Macina par les armes sont minces », reconnaissait l'International Crisis Group (ICG) dans un rapport publié en mai 2019. Dans ce sens, les acteurs de la société civile et des chefs religieux multiplient les appels au dialogue. Il est aussi question, depuis 2015, de contacts indirects et officieux entre le gouvernement malien et les djihadistes<sup>10</sup>. Officiellement, tout appel au dialogue est rejeté par l'Etat malien. Néanmoins, il n'est pas interdit de croire qu'une initiative claire de dialogue continu et constructif pourrait aboutir à une accélération du processus de paix au Mali.



Dans ce sens, la coordination régionale est aussi essentielle. L'initiative du G5 Sahel est un point important à renforcer dans la mise en place de l'effort régional de paix et de sécurité dans la zone. Dans la mise en place du cadre du G5 Sahel, la question de la géographie importe beaucoup. Comme l'explique Abdelhak Bassou : « Les frontières du G5S interpellent sur le degré de coopération qui permet, soit de distinguer des frontières extérieures du G5 Sahel des frontières intérieures entre les Etats qui le composent ; ce qui implique une communauté de l'action et des territoires ; soit se limiter à la conception classique avec prise en considération des seules frontières intérieures ; ce qui implique une communauté de l'action et une séparation des territoires » . En effet, en termes de champ d'application, il est nécessaire de faire cette distinction entre frontières internes et frontières externes. A titre d'exemple, dans la guerre au Sahel, la

zone dite des « trois frontières », où se rencontrent sans délimitation physique les territoires du Mali, du Burkina Faso et du Niger, est depuis plusieurs années le cœur des tensions au Sahel. « C'est aujourd'hui l'épicentre militaire de la crise », convient une source officielle française.

Quelle coordination alors entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger ? Quels rôles pour les armées locales et quel degré d'interopérabilité existe entre Maliens, Nigériens et Burkinabé ? autant de questions qui doivent être adressées urgemment dans la zone et dont le G5 Sahel doit se saisir. L'intensification des efforts militaires dans la zone s'est avérée positive mais les efforts et le chemin vers une stabilisation de la zone est encore long.<sup>11</sup> Quid des pactes nationaux nécessaires à établir avec les populations et aussi qu'en est-il de l'économie et de l'agriculture pendants essentiels de toute vie paisible pour les populations de la zone.

### III. Conclusion : Le Nexus sécurité/développement pour la construction d'Etats efficaces

Avec 64,5% de sa population âgée de moins de 25 ans, le Sahel est l'une des régions les plus jeunes du monde<sup>13</sup>. En conséquence, les investissements dans l'éducation et la formation professionnelle peuvent drainer d'importants dividendes démographiques. Bien que la priorité est à l'endigement de la menace terroriste par des moyens militaires, les causes profondes du mal sahélien doivent être adressées. Précarité, absence de perspectives et faiblesse des institutions, voici un premier triptyque pouvant expliquer la recrudescence des groupes djihadistes dans la région. En premier lieu, la transformation de l'agriculture et la création d'une classe moyenne agricole dans ces pays sont importantes. Passer d'une agriculture de subsistance, à peine suffisante, à une agriculture génératrice de revenus, permettrait de réduire les appétits de violence et d'exode d'une grande partie des populations sahéliennes. Deuxièmement, la mise en place de programmes pour l'émergence de cette jeunesse abondante est impératif, tant dans les secteurs de l'économie mais aussi de la décision en permettant à cette partie de la population de s'impliquer dans les institutions nationales, peu important leurs appartenances ethnique ou sociale.

Enfin, les Etats de la région doivent se renforcer et gagner en légitimité, cela en investissant dans les programmes publics d'aide tant au niveau de l'éducation que de la santé et de la mise en place d'infrastructures capables de mailler le territoire convenablement et d'assurer un accès viable aux services de base, comme l'électricité et l'eau. In fine, la construction de la paix ne passera pas que par les armes, elle passera, aussi, et, avant tout, par la construction d'un espoir au sein de ces populations, un espoir d'être capables

11. L'Etat, les Frontières et le territoire au Sahel : Cas du G5 Sahel. Abdelhak Bassou, octobre 2017 <https://www.policycenter.ma/sites/default/files/OCPPC-PB1733.pdf>

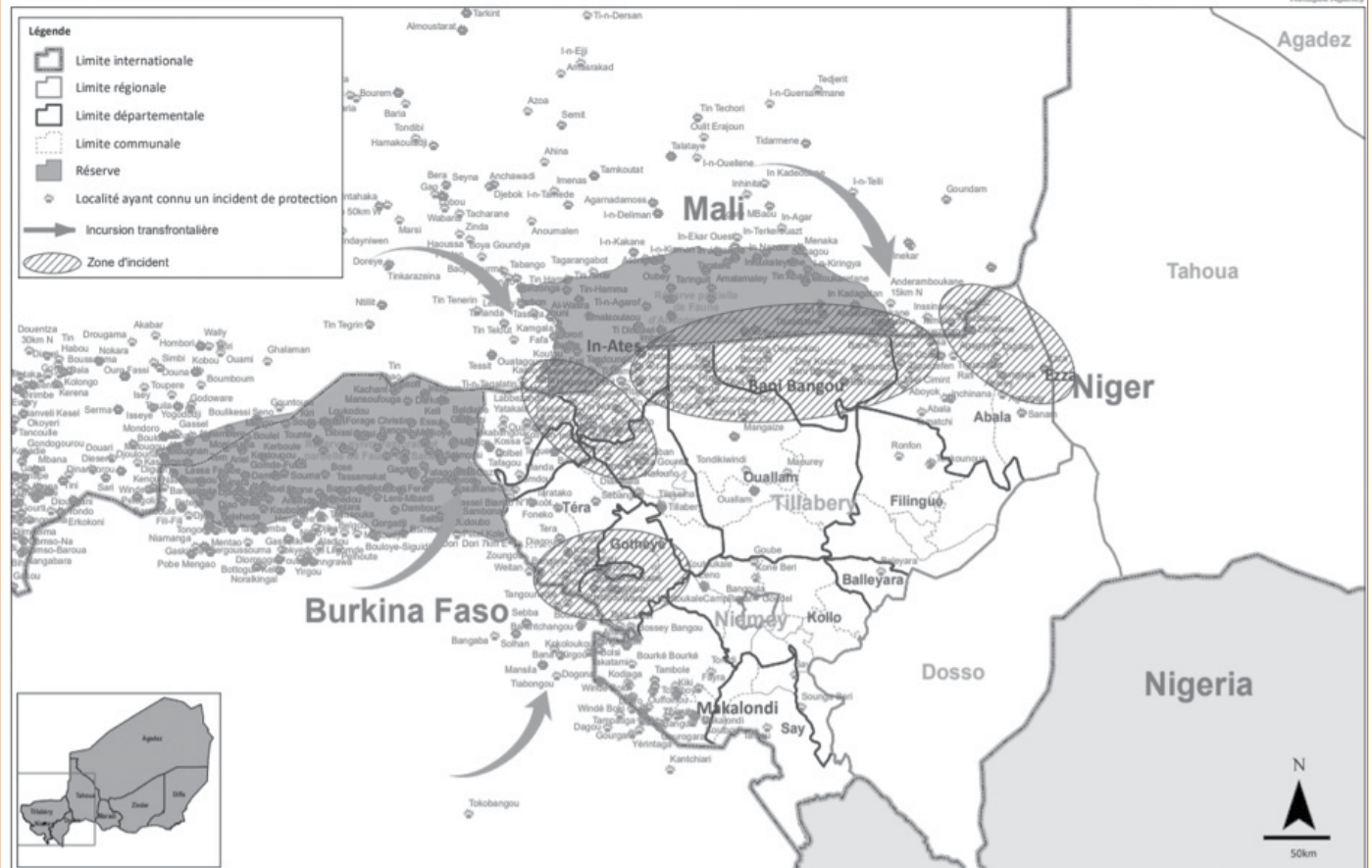
12. [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/11/27/la-zone-des-trois-frontieres-point-brulant-de-la-guerre-au-sahel\\_6020752\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/11/27/la-zone-des-trois-frontieres-point-brulant-de-la-guerre-au-sahel_6020752_3212.html)

13. ONU, <https://www.un.org/africarenewal/fr/sahel/le-sahel-une-terre-d%E2%80%99oportunit%C3%A9s>

9. <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20200224-mali-visite-premier-ministre-centre-mopti-ogossagou>

10. <https://www.la-croix.com/Monde/Afrique/Discuter-terroristes-Sahel-piste-experimentee-discrettement-Mali-2019-12-13-1201066241>

De janvier à novembre 2019



de vivre sereinement dans leur village, dans leur pays et dans leur région. Cet espoir est concomitant à la nécessité d'un gain en légitimité du système politique en place, ses composantes gouvernementales et institutionnelles doivent

travailler à rétablir la confiance entre elles et les populations mais aussi à réfléchir à un nouveau modèle capable d'intégrer toutes les composantes politiques représentées au sein de la société.

## À propos de l'auteur, Youssef Tobi

Youssef Tobi a rejoint l'équipe de recherche du Policy Center for the New South en 2017. Ses aires géographiques de recherche sont le Maghreb et le Sahel. Ses travaux se concentrent sur la gouvernance et la géopolitique dans ces régions. Ayant obtenu un Mastère en relations internationales à Sciences Po Lyon, il a soutenu deux mémoires de recherche sur le rôle des banques marocaines en Afrique et la couverture médiatique de la crise des réfugiés.

## À propos de Policy Center for the New South

### **Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques.**

Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.



### Policy Center for the New South

Suncity Complex, Building C, Av. Addolb, Albortokal Street,  
Hay Riad, Rabat, Maroc.

Email : [contact@policycenter.ma](mailto:contact@policycenter.ma)

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : [www.policycenter.ma](http://www.policycenter.ma)